

Nous avons tous reçus la « réflexion sur nos démissions du MDPP2 », conjointement signée par George Abungu, Margaret Anderson, Jette Sandahl et Rick West.

Tout d'abord, nous devons remercier les auteurs pour ce long message visant à récapituler leurs actions pendant ces longs mois de malentendus. Les choses ne se déroulent jamais exactement comme les porteurs de projets le voudraient et il est compréhensible qu'il leur tienne à cœur de pointer les moments où ils n'ont pas été entendus malgré leurs efforts et leur déception que le processus qu'ils s'étaient fixés n'ait pas rassemblé. Pour notre part, n'ayant pas participé au MDPP (que l'on appelle désormais 1), nous y apprenons certaines choses sur le quotidien du Bureau exécutif.

Ces informations, pour intéressantes qu'elles soient, sont-elles vraiment de nature à éclairer d'un jour nouveau le contenu du débat ?

Le rapport préliminaire : paradoxes et ambiguïtés

Il nous semble utile de remettre en mémoire les étapes en amont, celles où les auteurs ont pu, sans entraves bureaucratiques telles celles décrites dans la « réflexion des membres du MDPP », exprimer leurs idées et leurs conceptions des musées.

Passé presque inaperçu, le rapport du MDPP1 précède et nourrit la « *définition* » de juillet 2019. En assurer une meilleure diffusion aurait donné aux membres d'ICOM, quelques semaines avant le vote, des clés de lecture décisives ; en débattre les aurait associés à la réflexion sur leur devenir, qui se dessinait en « haut lieu ». Sa lecture n'est pas inutile même aujourd'hui, car ce rapport contient tous les ingrédients du déchirement qui suit. La précipitation à faire adopter une définition, dont on sait maintenant qu'elle fut rédigée à la hâte, a focalisé l'attention. C'est dommage car, bien plus que les chronologies *a posteriori*, les termes du rapport font comprendre les termes du débat, que la focalisation sur un vote avait masqués - le visait-elle ? - on aimerait entendre à cet égard ceux qui ont démissionné du MDPP1 à cette date. Le comité national français avait adressé à la Présidente dès le 27 juin 2019 une note en forme de signal d'alarme. A-t-elle été diffusée, comme on le demandait ?

Cf. <https://www.icom-musees.fr/sites/default/files/media/document/2019-07/ContributionICOM%20france.pdf>

Car ce rapport est paradoxal. Il contient tout à la fois une analyse, plutôt consensuelle, des changements à l'œuvre dans les musées et de leur rôle croissant comme acteurs des enjeux sociaux les plus vifs ; puis, il change de ton sans transition, et s'emploie à décrire les musées comme des instruments quasi-maléfiques. Comme si le texte avait été écrit à quatre mains qui se seraient disjointes en cours de route. Quelles expériences douloureuses des musées ont les auteurs de telles phrases : « fondés à la croisée de la quête de la connaissance et des nouveaux paradigmes masqués par la violence extrême mises en œuvre par les puissances européennes pour coloniser l'Amérique, l'asservissement des populations africaines, les persécutions religieuses et les expulsions en Europe »... Et, plus loin, la « référence au colonialisme, qui représente (pourtant) les principes qui ont présidé à la constitution des collections des musées occidentaux » ?

La violence verbale peut décourager le lecteur, mais il faut poursuivre car le texte nous force, nous les membres professionnels de musée, à repenser qui nous sommes et comment nous sommes perçus : impuissants à nous saisir par nous-mêmes des enjeux de la société (des communautés) que nous devrions servir. Suay Aksoy, dans son message de démission, reprend également cette conviction. Dès lors, on comprend mieux l'urgence, aux yeux des auteurs, à doter ICOM d'un corpus de concepts (bien-être

planétaire...) qui lui permettra de prendre rang parmi les organisations actives en matière de droits humains. Les musées, dans ce contexte, sont des outils - certes importants, mais plus du fait de leur contenant (nombre, répartition sur les 5 continents, attractivité, ...) que du fait de leurs contenus (conserver, délecter, éduquer...). D'où, sans doute, le choix de mots banalisés qui conviennent à décrire tout « lieu » qui accueille des publics : polyphonie ..., au détriment d'un vocabulaire propre à la profession. Le gommage du langage professionnel traduit ici le doute des auteurs : les professionnels sur le terrain, occupés par leurs objets, peuvent-ils être les artisans de cette ambition culturelle et politique ? La réponse est dans la question. L'explosion du nombre d'adhésions, surtout dans certains comités nationaux engagés, et la place significative faite aux universitaires et aux intellectuels, fera vite surgir une autre question : si la composition des membres s'inverse (- de professionnels + d'intellectuels), qui pour gouverner ICOM ?

Dit autrement, ce qui est prescrit dans le rapport est une invitation à faire évoluer l'ICOM du stade d'une organisation de professionnels - attachés à partager leurs compétences pour les perfectionner - à celui d'une organisation d'envergure politique, consciente de son potentiel d'influence sur les leviers de la société, principalement ceux visant à éradiquer les inégalités (sociales, raciales, environnementales ...). En quelques phrases choisies, la « nouvelle définition » avait tranché : d'abord poser les fondamentaux de notre « nouvelle » organisation, en deuxième paragraphe, poser ce que les professionnels ont à faire à cette fin. On l'a tous ressenti à Kyoto, dans ce schéma, l'approche métier est au service, mais pas aux manettes de cette organisation mondiale.

Posée comme cela, la discussion aurait été plus claire. On aurait proposé aux membres à Kyoto une sorte de referendum : souhaitez-vous que l'ICOM conserve son positionnement d'organisation professionnelle composée de et dirigée par des acteurs de terrain (*bottom up*) et visant à servir la communauté professionnelle ? Ou souhaitez-vous que l'ICOM prenne rang comme une plus vaste organisation visant à asseoir les « lieux » culturels dans le champ des droits humains ?

A vrai dire, le dialogue aurait réellement pu avoir lieu en ces termes, car ce n'est pas nouveau : quand, après la guerre, les professionnels des musées américains et français ont créé l'ICOM, avec l'appui de leurs gouvernements, ils l'ont créée *au service de la paix*, pas au service des musées. Mais rappelons cette différence importante par rapport à ce que nous vivons aujourd'hui : ils étaient convaincus que les musées peuvent servir la paix parce qu'ils conservent des traces tangibles de l'histoire de l'humanité et s'imposent la rigueur scientifique sur le récit qui en est fait : pas malgré cela, à cause de cela. Pas en dénonçant les fondements des musées, mais en prenant appui sur leur force...

Si l'on avait posé aussi sincèrement les enjeux, sans doute un grand nombre de membres aurait demandé : « mais les deux orientations ne peuvent-elles pas se rejoindre ? Avançons, pour trouver les points de jonction ... cela prendra un peu de temps, mais cela n'en vaut-il pas la peine ? »

Certains ont essayé, mais en quelques semaines d'août, c'était une course contre la montre où la pensée ne pouvait pas se développer, encore moins s'exprimer sereinement ; les conceptions ne pouvaient que s'affronter, d'un côté ceux qui depuis des mois croyaient en leur vision et se sentaient inspirés d'une mission salubre, d'un autre ceux qui demandaient du temps pour construire les évolutions nécessaires. Personne ne postule que rien n'a ni ne doit changer ! Mais, comme à front renversé, ceux qui se réclamaient d'une expression du terrain (*bottom up*) et de la recherche du consensus se sont trouvés rejetés dans le camp des conservateurs, pour ne pas employer les mots qui circulaient dans les couloirs de Kyoto : les blancs, les colonialistes, les vieux...

Comment notre gouvernance n'a-t-elle pas vu cela, que pourtant on mettait dans la lumière, pourquoi ne pas avoir choisi d'accorder du temps au travail de la pensée, quel agenda occupait les impatientes ? Cela restera un mystère.

Que s'est-il passé en lieux et place du débat ?

Après le rapport, au cours de l'hiver 2019, un questionnaire ouvert est lancé auprès de tous les membres, la plus grande enquête jamais lancée par ICOM diront ses porteurs mais au final pour quelle représentativité ? 269 retours sur 45 000 membres = 0,6% (et encore, toutes les réponses ne proviennent pas de membres...). Pour mener une enquête directe, les professionnels des enquêtes d'opinion le disent, il faut une méthode propre, des règles pour corriger les biais, des critères pour interpréter... La remontée des propositions a été peu utilisable - voire pas du tout si l'on ne considère qu'aucune n'a été choisie et qu'une 270^{ème} « définition » s'est imposée dans l'ombre d'un bureau. Comment aurait-il pu en être autrement ?

Il est dommage de ne pas avoir exploité, avec objectivité, les faits saillants de ces contributions. Nous l'avons fait (cf. l'analyse présentée par Emilie Girard à la réunion d'ICOFOM à Kyoto). Sur le choix des mots désirés par les membres pour leur définition, des enseignements décisifs pouvaient être retenus, des erreurs évitées, pourquoi ne pas l'avoir fait ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu pas de consultation de linguiste, pour savoir si la proposition soumise au vote obéissait aux règles élémentaires d'une définition, pas de consultation de juriste pour évaluer les conséquences des changements pour les pays pour lesquels la définition fait loi ?....

Est-ce cela la transparence ?

Dès lors, comment s'étonner du report. 70, 41 % des membres se sont prononcés pour un report du projet de nouvelle définition car le choix des termes utilisés changeait, subrepticement mais radicalement, l'orientation de notre organisation.

La suite ? La reconduction presque à l'identique de tout ce qui avait été contesté : même méthodologie, même principe de calendrier haletant, mêmes membres désignés pour poursuivre le travail. Les quelques nouveaux ajoutés dans le groupe de travail se sentiront de trop, peu écoutés, peu respectés voire méprisés dans leurs initiatives pourtant sincèrement inspirées par un esprit constructif.

Tout a continué, comme si de rien n'était : le déni des urnes.

Est-ce cela la démocratie ?

Enfin, certains gouvernements sont venus au secours de leur comité national, et ce faisant, de la présidence du MDPP2, en proposant de financer une réunion de travail du même groupe, dans un lieu symbolique de leur politique nationale.

Soumise au SAREC, la demande est rejetée : une destination inaccessible hors avion, peu écologique, une proposition incompréhensible en faveur d'un lieu chargé de multiples symboles (touristique, histoire coloniale...).

L'insistance du comité national proposant, son indignation devant la décision, son argument réitéré du fort financement par son gouvernement n'ont pas convaincu : les membres y ont plutôt vu un signal inapproprié de politisation de l'ICOM, une fragilisation du caractère non-gouvernemental d'ICOM : les cotisations des membres ne servent-elles pas à doter l'organisation de moyens pour ses propres comités permanents, *a fortiori* ceux qui « pensent » l'avenir des membres ?

Est-ce cela, l'indépendance d'une ONG ?

Pour la journée des comités du 10 mars à Paris (on regrette que les collègues du MDPP2 n'aient pas accepté de la rejoindre), il n'a pas été demandé de soutien au gouvernement d'accueil, dans le respect du caractère non-gouvernemental de notre organisation.

Il a été demandé le soutien du SAREC, dont les crédits sont explicitement dévolus aux projets des comités de l'ICOM et par priorité ceux qui rassemblent plusieurs comités : ils étaient 41.

Savez-vous que le SAREC a répondu que la *définition du musée*, à l'heure du COVID, à l'heure où 90 % des musées du monde sont fermés, ce n'est plus d'actualité ?

Le débat reviendra. Mais aujourd'hui, en juillet 2020, le temps n'est pas celui des postures, de la division et des combats idéologiques. Place aux solidarités. Le temps n'est pas propice à dénoncer la pusillanimité, c'est celui de la mobilisation des énergies.

Il n'y a pas d'autre urgence que de se rassembler.

Juliette Raoul-Duval,
présidente d'ICOM France

juillet 2020

We all received the “Reflections on our resignation from the ICOM MDPP2” jointly signed by George Abungu, Margaret Anderson, Jette Sandahl and Rick West.

Firstly, we would like to thank the authors for the lengthy statement summarising their actions over the course of the past several months of misunderstanding. Things never turn out exactly as project leaders would like and we understand that it is important for them to point out the instances where they were not heard despite their efforts, and their disappointment that the process they had initiated failed. Not having participated in MDPP (hereinafter MDPP1), the statement provided several insights about the day-to-day workings of the Executive Board.

However, as interesting as this information may be, does it really shed new light on the debate?

Preliminary report: paradoxes and ambiguities

We feel it is important to remind you of the early stages, where the authors were able to express their ideas and conceptions of museums without the bureaucratic obstacles described in “Reflections on our resignations from the ICOM MDPP2”.

The MDPP1 report, which almost went unnoticed, preceded and fed into the July 2019 “*definition*”. Better distributing it several weeks before the vote would have given ICOM members a decisive understanding and debating it would have involved them in their future, which was being shaped in “high places”. Even today, the report is worth reading as it contains all the ingredients for the discord that ensued. The rush to adopt a definition, which we now know was hastily drafted, has been the focus of all attention. This is a shame because much more than the subsequent chronology (the terms of the report make the terms of the debate clear) and more than the focus on a vote that was obscured (was this the intent?), we would like to hear what those who resigned from MDPP1 have to say in this regard. On 27 June 2019, the French national committee sent the President a memo to raise the alarm bell. Was it disseminated as requested?

See <https://www.icom-musees.fr/sites/default/files/media/document/2019-07/ContributionICOM%20france.pdf>

The report is paradoxical. It contains a rather consensual analysis of the changes at work in museums and their increasing role as important actors in the most pressing social issues, and then without any transition, it changes tone and starts describing museums almost as though they were instruments of evil. It is as if it was written by a group that started out together but got separated along the way. What kinds of painful experiences of museums do the authors have to write such things as “Museums as institutions were shaped at the intersection of a spirited quest for knowledge and new scientific paradigms with the extreme violence employed by European powers in the colonisation of the Americas, in the enslavement of populations in Africa, in religious persecutions and expulsions within Europe...” and later, the “reference to colonial or other legacies of power and wealth, which have [nevertheless] been constitutive for the principles of how Western museum collections were formed”?

The verbal violence might discourage readers, but they need to continue because the text forces us as museum professionals to rethink who we are and how we are perceived: as people out of touch with the social (community) issues that we are supposed to serve. In her resignation message, Suay Aksoy also iterated this conviction. This helps us better understand the urgency, in the eyes of the authors, of providing ICOM with a body of concepts, (planetary wellbeing, etc.) that will allow it to rank among organisations active in the field of human rights. In this context, museums are admittedly important tools, but more because of their medium (number, distribution across 5 continents, attractiveness, etc.) than their content

(conservation, enjoyment, education, etc.). This surely explains the choice of generic words such as “polyphonic” that can be used to describe any “spaces” open to the public, to the detriment of vocabulary specific to the profession. The removal of professional language reflects the doubts of the authors. Can professionals in the field, busy with their objects, serve as the artisans of this cultural and political objective? The answer lies in the question. The explosion in the number of memberships, especially in some actively committed national committees, and the prominent place given to academics and intellectuals will quickly give rise to another question: if the membership composition were to be inverted (fewer professionals and more intellectuals), who should govern ICOM?

In other words, the recommendations of the report are an invitation to change ICOM from an organisation of professionals, committed to sharing their skills in order to improve them, into a political organisation, aware of its potential to influence the levers of society, especially those aimed at eradicating social, racial, environmental and other inequalities. In a few choice phrases, the “new definition” took a clear direction. It first set out the fundamentals of our “new” organisation, and in the second paragraph, set out what professionals have to do to achieve this. As we all felt in Kyoto, in this scheme, the professional approach is at the service, but not at the helm, of this global organisation.

Had it been laid out like this, the discussion would have been more straightforward. A referendum of some sort could have been put to the members in Kyoto with a question like “Would you like ICOM to maintain its position as a professional organisation comprised of and directed by professionals on the ground through a bottom-up approach with the aim of serving the professional community? Or would you like ICOM to become a broader organisation with the aim of situating cultural “spaces” in the field of human rights?”

In truth, we really could have engaged in dialogue in these terms, for this is nothing new. When American and French museum professionals created ICOM after the war, with the support of their governments, they created it *in the service of peace* and not in the service of museums. However there is an important difference from today’s experience. They were convinced that museums can serve peace because they conserve the tangible remnants of the history of humanity and impose scientific rigour on its narrative, not despite this, but because of it. Not by denouncing the foundations of museums; but by drawing on their strength.

If the issues had been laid out so honestly, many members would certainly have asked if the two sides couldn’t be brought together so that we can move forward to find common ground. It could take time but wouldn’t it be worth it?

Some tried, but in just a few weeks in August, it was a race against time, where ideas could not develop, let alone be peacefully expressed. It was inevitable that opinions would clash, with those who for months had believed in their vision and were inspired with a salutary mission on one side, and on the other, those wanting time to develop the necessary changes. No one is saying that nothing has changed or should! However, those wanting a bottom-up approach and seeking consensus found themselves on the other side of the fence, cast as conservatives, in order to avoid using the words whispered in the halls in Kyoto: whites, colonialists, old men, etc.

How did our governance leaders fail to see this even though it was highlighted? Why wasn’t time given for reflection? What was the agenda of those in such a hurry? It all remains a mystery.

What happened instead of debate?

After the report was released, in the winter of 2019, an open questionnaire was launched with all members. The organisers will say it was the largest survey ever conducted by ICOM but in the end, how representative was it really? Of 45,000 members, 269 responses, i.e. 0.6% were received (even then, not all the responses came from members). To conduct a direct survey, opinion poll professionals say that a specific method is needed, with rules to correct bias and criteria for interpreting the data, etc. The proposals fed back were of little or even no use considering that none of them was chosen and a 270th “definition” came out of the shadows of a board meeting. How could things have been different?

It is a shame that the highlights of these contributions were not analysed objectively. We did this in the analysis presented by Emilie Girard at the ICOFOM meeting in Kyoto. On the choice of words members wanted to see in their definition, decisive lessons could have been learned and mistakes avoided, so why wasn't this done? Why wasn't a linguist consulted to see if the proposal put to vote followed the basic rules of a definition? Why wasn't a jurist consulted to assess the impacts of the changes for countries where the definition is law?

Is that transparency?

It is therefore no surprise that the definition was postponed. 70.41% of the members were in favour of postponing the draft new definition because the choice of terms used was changing, surreptitiously but radically, the direction of our organisation.

What happened next? Almost the exact same things as what had been contested: the same methodology, the same rushed calendar, and the same members appointed to carry out the work. The few new additions to the working group felt excluded, overlooked, poorly respected and were even shown contempt in their sincere endeavours to be constructive.

All went on as if nothing had happened, in denial of what had happened at the ballot box.

Is that democracy?

Some governments came to the rescue of their national committees, and in doing so, of the presidency of MDPP2, by offering to finance a working meeting of the group, in a place that symbolises their national policy.

When submitted to SAREC, the request was rejected, the reasons being that the destination could only be accessed by air, that it was not environmentally-friendly, that the proposal did not make sense as a place full of symbolic meaning (touristic, colonial history, etc.).

The insistence of the national committee that made the proposal, its indignation at the decision, its repeated argument of strong funding from its government failed to convince. The members saw it rather as an inappropriate sign of the politicisation of ICOM that would weaken ICOM's identity as a non-governmental organisation. Don't membership fees serve to provide the organisation with means for its own standing committees and all the more so for those that consider the future of our members?

Is that what being an independent NGO is?

For the Committees Day on 10 March in Paris (which, regretfully, our colleagues from MDPP2 did not attend), no funding was requested from the host government, in keeping with the non-governmental nature of our organisation.

Support was requested from SAREC, whose funds are specifically earmarked for ICOM committee projects, and especially those involving several committees. Forty-one committees took part.

SAREC responded saying that the *definition of museum*, at a time when 90% of the world's museums are closed due to COVID, is no longer relevant?

The debate will return. However now, in July 2020, it is not the time for taking sides, division and ideological battles. It is a time for solidarity. It is not the time to denounce weakness; it is the time to join forces.

Our only urgent priority is to join together.

Juliette Raoul-Duval,
Chair, ICOM France
July 2020